

Alors que l'agro-business est responsable d'une partie des feux qui ravagent le Brésil, des agricultrices montrent la voie en adoptant un mode de production agroécologique

Pour une agroécologie féministe

PROPOS RECUEILLIS PAR GUY ZURKINDEN

Brésil ▶ Le Brésil brûle. Depuis plusieurs mois, des feux sévissent dans tout le pays, ravageant de nombreux milieux naturels clés, dont les forêts d'Amazonie. Face à cette catastrophe, les mouvements sociaux dénoncent la responsabilité de l'agro-business et exigent un changement du modèle agroalimentaire, s'appuyant sur des expériences de production agroécologique dans lesquelles les femmes jouent un rôle de premier plan. Militante de la Marche mondiale des femmes Brésil (MMF) et spécialiste en agroécologie, Natália Lobo réalise une tournée d'information en Suisse du 8 au 18 octobre, à l'invitation de l'ONG E-changer (lire ci-dessous). Elle a répondu aux questions du *Courrier*.

Quelle est la situation sur le front des incendies?

Natália Lobo: Très grave. Ces dernières années, le Brésil avait déjà connu une augmentation des incendies d'origine criminelle dans des biotopes menacés par l'extension de la frontière agricole – comme le Pantanal, l'Amazonie et le Cerrado. Leur propagation est accélérée par le changement climatique, car la saison sèche s'allonge.

Cette année, les feux se sont propagés à l'ensemble du pays. Ils ont même touché de grandes villes normalement préservées, comme São Paulo. Et la crise continue.

Quelles sont les principales conséquences de ces feux?

La détérioration radicale de la qualité de l'air provoque des problèmes respiratoires chez de nombreux habitants des villes – où vit la majeure partie de la population. Auparavant, c'étaient les populations rurales qui souffraient le plus des incendies.

Les feux détruisent la biodiversité et les sols, tout en préterit la régénération des forêts. De nombreux animaux sont morts ainsi que quelques personnes. Sans oublier les pertes économiques. La situation la plus tragique est celle de l'agriculture familiale et des communautés traditionnelles au Brésil [populations autochtones et *quilombolas* – un terme qui désigne les descendants de personnes réduites à l'esclavage]. De très nombreux agriculteurs – qui n'ont pas d'assurance – ont perdu la quasi-totalité de leur production alimentaire et animale, leurs infrastructures et leurs maisons.

Vous dénoncez le rôle de l'agro-business. Pourquoi?

Selon les scientifiques, la grande majorité de ces incendies ne sont pas des phénomènes naturels. La plupart d'entre eux ont en effet démarré la même semaine, pratiquement le même jour, dans des zones forestières présentant



Au Brésil, les mouvements sociaux dénoncent la responsabilité de l'agro-business et exigent un changement du modèle agroalimentaire. MARCO TORESIN

un intérêt pour les multinationales de l'agronégoce. On soupçonne donc qu'il s'agit d'une action orchestrée et qu'une grande partie des départs des feux sont liés aux acteurs de l'agro-business. Ils relèvent d'une stratégie permettant de détruire la forêt et d'étendre les surfaces agricoles, sans que les coupables n'aient à répondre de ce crime environnemental.

Que fait le gouvernement dirigé par le président Lula?

L'exécutif a pris des mesures importantes. Il a augmenté les ressources affectées à la lutte contre les incendies ainsi que celles de l'Ibama, l'organisme public chargé de superviser les crimes environnementaux, afin d'accroître les contrôles et de durcir les amendes pour ces forfaits. Le gouvernement a également un rôle de recherche et de suivi qu'il mène en accord avec les données scientifiques, et il reconnaît que la plupart des incendies sont d'origine criminelle.

Ces mesures d'urgence ne suffisent cependant pas à résoudre ce problème, enraciné dans la domination de l'agro-business sur l'économie et l'ensemble de la politique au Brésil – Congrès, Sénat, gouvernements régionaux et municipaux.

Quelle est la réaction des mouvements sociaux?

La priorité est d'organiser la solidarité avec les familles d'agriculteurs, les peuples traditionnels et les communautés impactés – sur le plan financier, ou en leur fournissant de la nourriture et des abris temporaires. En parallèle, nous construisons une lutte afin d'obtenir des réparations.

Nous organisons également des manifestations dans les principales villes du Brésil, afin de dénoncer les coupables et de favoriser des moments de dialogue avec la société.

C'est aussi l'occasion de réaffirmer certaines de nos revendications historiques. Nous exigeons par exemple que le gouvernement alloue plus de ressources à l'agriculture familiale, qui nourrit réellement le pays, au lieu de favoriser l'agro-business – un modèle qui ne crée pas d'emplois, détruit l'environnement et compromet la santé des gens.

Vous prônez une alternative agroécologique. Qu'entendez-vous par là?

Dans le monde entier, des mouvements sociaux se battent pour une agriculture en phase avec les cycles de la nature et la reproduction de la vie

– en n'utilisant pas de pesticides, d'engrais chimiques et de semences transgéniques, tout en refusant la monoculture, en favorisant la biodiversité et les systèmes agroforestiers. L'agroécologie est composée de trois principes fondamentaux: il s'agit d'une manière de pratiquer l'agriculture et d'envisager la science, mais aussi d'un mouvement social en faveur d'un modèle de production apportant une réponse commune aux problèmes sociaux et environnementaux.

Pouvez-vous préciser ce concept?

En matière d'agriculture, l'application des principes de l'agroécologie a pour objectif de produire des aliments tout en prenant soin des forêts, des eaux et des sols – et en nourrissant également les animaux.

L'agroécologie est aussi un savoir scientifique, de plus en plus présent dans les universités. Mais il s'agit d'un savoir qui respecte et dialogue avec les connaissances des peuples et des communautés qui pratiquent traditionnellement l'agriculture – et ont historiquement nourri l'humanité.

Enfin, c'est aussi un mouvement social. En effet, si l'agroécologie se réduisait à un ensemble de pratiques, elle serait incapable de transformer les

rapports sociaux et pourrait facilement être appropriée par le capitalisme. L'agroécologie inclut donc une série de revendications sociales – telles que la réforme agraire, la lutte contre la violence à l'égard des femmes, l'attribution de titres de propriété aux territoires *quilombos* et la démarcation des terres autochtones au Brésil.

Pouvez-vous nous donner un exemple concret de son application?

Il existe des millions d'expériences en la matière. Je citerai celle de Rama, le Réseau agroécologique des agricultrices de Barra do Turvo, une municipalité située dans la vallée de Ribeira, au sein de l'Etat de São Paulo¹. Les septante femmes membres de ce réseau ont choisi l'agroécologie pour prendre soin de leur santé, de leur famille, et parce que cela fait sens avec les pratiques traditionnelles des *quilombos* où elles vivent. Elles produisent une grande diversité d'aliments – destinés non seulement à nourrir leurs familles, mais aussi à la vente, notamment en ville de São Paulo, via un réseau d'économie solidaire. Les revenus tirés de cette activité leur permettent de rester sur leur territoire, plutôt que de migrer vers la ville. Leur présence permet de protéger ces terres de l'avancée de l'agro-business.

Le Rama n'est pas uniquement un lieu où ces femmes plantent, échangent des semences et commercent ensemble. C'est aussi un espace de conscientisation, où elles parlent des problèmes dont elles souffrent, au sens large – comme les violences sexistes et le manque de politiques publiques.

Les agricultrices sont souvent à la pointe de ces expériences...

Elles sont souvent majoritaires dans ces projets agroécologiques – tout comme dans les luttes contre l'extractivisme et l'agro-business. Ce protagonisme n'est pas un hasard. Historiquement, en raison de la division sexuelle du travail, les femmes se sont souvent vu déléguer les tâches de care – autant pour le bien-être de leurs proches qu'en matière d'équilibre écologique. Avant de penser à l'argent qu'elles pourraient gagner, par exemple en vendant une partie de leurs terres aux entreprises de l'industrie extractive, ces agricultrices prennent soin de ce territoire. Elles sont aussi les dépositaires d'un vaste savoir en matière de plantes médicinales, de soins aux petits animaux d'élevage et de gestion agroécologique. I

¹ Le travail du Rama est soutenu par l'ONG Espace Femmes International - membre de la FGC.

Le contenu de cette page est réalisé par la rédaction du *Courrier*. Il n'engage que sa responsabilité. Dans sa politique d'information, la Fédération genevoise de coopération (FGC) soutient la publication d'articles pluriels à travers des fonds attribués par la Ville de Genève.

Les fausses solutions du «capitalisme vert»

La Marche mondiale des femmes (MMF) critique le «capitalisme vert». Pourquoi?

Le capitalisme est en grande partie responsable de la grave crise environnementale en cours. Ces dernières années, il a adopté un nouveau visage, celui du capitalisme vert – un mode de production conservant la même rationalité économique, mais pratiqué par des entreprises prétendument «responsables» sur le plan environnemental. L'avancée des énergies renouvelables ou la mise sur pied d'un marché des crédits carbone en sont des exemples. La MMF et les mouvements du Sud global s'opposent

à ce modèle, car il a les mêmes effets que les anciennes formes d'exploitation de la nature: avancée sur les terres, expulsion de communautés, création de nouveaux actifs sur le marché financier.

Vous ne croyez pas à ladite transition énergétique?

Les multinationales continuent d'exploiter le charbon, le pétrole et le gaz, tout en augmentant leur production d'énergies renouvelables. On n'a donc pas affaire à une transition, mais à une expansion énergétique.

Le capitalisme vert n'offre pas de vraies solutions. De nombreux crédits carbone sont par exemple basés sur des projets de préservation de la nature qui n'existent que sur le papier – sans oublier que de tels projets ne peuvent extraire qu'une quantité limitée de gaz à effet de serre de l'atmosphère!

Pour lutter contre le changement climatique, il est au contraire indispensable de réduire drastiquement les émissions de combustibles fossiles et de modifier l'utilisation des terres. Nous voulons changer radicalement l'économie pour que la reproduction de la vie soit mise en son centre. **GZN**

CAMPAGNE D'INFORMATION EN SUISSE

«Pratiques féministes et agroécologiques pour un monde durable». Du 8 au 18 octobre, l'ONG de coopération solidaire E-changer organise une campagne d'information avec Natália Lobo, en partenariat avec différents collectifs. Des tables rondes auront lieu à Delémont (10 octobre, 20h, Musée jurassien d'art et d'histoire), Lausanne (11 octobre, 18h30, Pôle Sud), Fribourg (14 octobre, 19h, Centre Phénix), Berne (16 octobre, 18h30, Politforum Käfigturm) et Genève (17 octobre, 18h30, Palais Eynard). Une campagne organisée avec le soutien de la Ville de Genève et de la Fédération genevoise de coopération.

Plus d'infos sur: www.e-changer.org/campagnes

GZN